

20 avril 2017

Les camionneurs défendent leurs droits

La lutte pour la reconnaissance légale

- Normand Chouinard -



Les camionneurs convergent vers l'Assemblée nationale à Québec le 19 novembre 2016. (S. Thibault)

Les camionneurs défendent leurs droits

- **La lutte pour la reconnaissance légale - Normand Chouinard**
- **Dépôt de la pétition à la Chambre des communes**

Nouvelle offre pour la propriété et le contrôle d'Algoma Steel

- **Les échecs montrent la nécessité d'une nouvelle direction de l'économie - K.C. Adams**

Les camionneurs défendent leurs droits

La lutte pour la reconnaissance légale

- Normand Chouinard -

Il ne se passe pas une semaine sans que se tiennent des actions à la défense des droits des camionneurs et visant la reconnaissance du métier de camionneur. Il faut noter à cet égard le grand succès du rassemblement du 19 novembre dernier où environ 600 camions ont convergé vers l'Assemblée nationale à Québec. Ce rassemblement a été un moment clé de la lutte des camionneurs pour s'organiser et se mobiliser pour affirmer leurs droits. Les camionneurs forment un contingent important de la classe ouvrière au Québec et au Canada qui lutte pour ses droits. Par leur travail d'organisation et leurs actions avec analyse, ils sont déterminés à prendre la place qui leur revient dans l'économie et à donner à l'économie une nouvelle direction prosociale qui soutient les droits de tous.

Entre autres activités, ils ont fait circuler une pétition revendiquant la reconnaissance des camionneurs comme des professionnels de la route dont le travail devrait se faire selon des standards qui leur sont acceptables et sont applicables d'un bout à l'autre du Canada. Ils ont déposé leur pétition au Parlement canadien vendredi le 7 avril. Cette pétition est l'oeuvre des camionneurs et des camionneuses eux-mêmes qui l'ont fait circuler parmi leurs pairs à l'échelle du Canada. C'est un geste important de leur part pour renverser la déréglementation nocive du secteur que les gouvernements ont faite depuis les années 1980. Les camionneurs cherchent à améliorer leurs conditions de travail, ce qui comprend leur sécurité et celle du public. Ils cherchent entre autres à réduire la concurrence entre eux pour que l'industrie fonctionne dans un esprit de coopération.



Les camionneurs ont adressé cette pétition au ministre des Transports et ils se sont rendus à Ottawa pour la déposer au Parlement. La pétition comprend des demandes de base en ce qui concerne le travail dans ce secteur et devrait donc être de grand intérêt pour tout gouvernement. Malgré cela, ni le ministre ni aucun représentant du gouvernement Trudeau n'ont daigné prendre part à la conférence de presse tenue à Ottawa à l'occasion du dépôt de la pétition. Ceci est une attaque inacceptable à la dignité des camionneurs.

S'organiser pour défendre les droits des camionneurs



Manifestation du 21 mars 2014 au port de Vancouver où plus de 1500 camionneurs ont organisé des arrêts de travail pour affirmer leur droit de négocier des conditions de travail qu'ils jugent acceptables

En décembre dernier a été mise sur pied la Fédération canadienne du transport, une organisation sans but lucratif ayant pour but d'assurer la présence de représentants des camionneurs aux différentes instances fédérales qui concernent le transport. Selon son site web, l'association entend travailler en étroite collaboration avec l'Association des routiers professionnels du Québec, dont la mission première est d'obtenir une place à la table de concertation gouvernement-industrie au Québec sur la sécurité routière des véhicules lourds.

Un autre groupe de camionneurs traitant de questions relatives au secteur du transport est lié à la radio web « l'Heure juste du camionneur (HJDC) ». Ce groupe vient de fonder l'Association nationale des camionneurs canadiens. Selon l'HJDC, cette nouvelle association diffère de la Fédération canadienne du transport en ce sens que son objectif immédiat est de recueillir suffisamment d'argent pour défendre juridiquement les camionneurs dans des causes de négligence

criminelle dans lesquelles les camionneurs ont de la difficulté à se défendre étant sans argent et sans organisation. Cette association vise à mettre fin à la criminalisation des chauffeurs aussitôt qu'un incident survient dans le cours de leur travail. Elle compte aussi offrir les services d'avocats et de lobbyistes appropriés pour défendre tout camionneur mis en accusation.

Ce travail visant à mettre sur pied des organisations nationales est devenue une nécessité pour des milliers de voituriers indépendants ou camionneurs contractuels qui se retrouvent généralement sans véritable représentation. Avec ce travail d'organisation et ces actions, les camionneurs développent leur lutte à la défense de leurs droits et de leur dignité dans leurs endroits de travail respectifs et dans toutes les régions.

Les camionneurs sont déterminés à changer cette situation où les conditions de l'industrie se sont grandement détériorées à cause des dérèglementations successives depuis 30 ans et de la croissance de compagnies dotées d'un immense pouvoir. Un profond déséquilibre a été créé dans les conditions de travail des camionneurs auquel ils ont entrepris de remédier. À chaque jour, ceux-ci confrontent le pouvoir des grands monopoles manufacturiers et de transport et une machine d'État qui s'agenouille devant chaque demande mise de l'avant par ceux qui contrôlent le secteur. En menant leur travail d'organisation et leurs actions avec analyse, les camionneurs luttent pour se défendre et défendre leur dignité et établir un nouvel équilibre dans les rapports de production qui leur est favorable et défend leurs droits.



L'organisation et l'unité des camionneurs à travers le Québec et le Canada sont vitales au développement de cette lutte, assurant la poursuite et le succès du mouvement des travailleurs pour l'affirmation de leur droit de décider de la direction de leur industrie. En bâtissant leur unité d'action, les différents regroupements pourront évaluer la force qu'ils ont acquise dans la défense de leurs droits et la transformation de la situation en leur faveur. Chaque geste permet de mieux comprendre comment mener la lutte à la défense des droits et crée une plus grande unité parmi les travailleurs de l'industrie et avec leurs alliés. La mobilisation de tous et de toutes dans ce travail est nécessaire pour créer un momentum fort qui ne va pas s'arrêter.



Dépôt de la pétition à la Chambre des communes



Les camionneurs convergent vers Québec le 19 novembre 2016.

Vendredi le 7 avril a eu lieu le dépôt de la pétition demandant la reconnaissance du métier de

camionneur à la Chambre des communes à Ottawa. Cette pétition est l'initiative de camionneurs et camionneuses du Québec, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta. Elle a été signée par plus de 6000 personnes au Québec et dans toutes les provinces, de même que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Elle a aussi été signée par 24 personnes d'autres pays.

La pétition se lit comme suit :

Pétition au ministre des Transports

Attendu que :

- les nombreux irritants concernant la formation, la reconnaissance des acquis, la sécurité et les permis des nouveaux arrivants ;
- les conditions de travail inadaptées : salaire de base, heures supplémentaires après seulement 60 heures, calcul des jours fériés, style de vie malsain, manque de sécurité d'emploi et problèmes de santé ;
- le refus quasi systématique des ministères provinciaux de reconnaître les permis militaires versus les permis civils ;
- les programmes de sélections et de formations non uniformes d'une province à l'autre, empêchant ainsi une meilleure accessibilité (bourses d'études, subventions) ;
- une pénurie grandissante de chauffeurs résultant du départ de professionnels recherchant de meilleures conditions de vie malgré un salaire inférieur ;
- l'industrie du camionnage relève en majeure partie du gouvernement fédéral, et l'application des lois de sécurités routières du provincial, une reconnaissance légale et complète de ce métier comme profession aiderait grandement à se remettre de cette pénurie ;
- nous sommes un service essentiel à l'économie Canadienne ;
- le risque que l'administration américaine outre passe ses droits et taxe les revenus des chauffeurs interfrontaliers ;

Nous, soussignés, citoyens canadiens, prions la Chambre des communes de reconnaître le camionneur(e)s, toutes compagnies ou provinces confondues, comme étant des professionnels de la route.

Nous demandons également des normes applicables d'un océan à l'autre, en tenant compte des disparités économiques, en ce qui concerne les salaires, la protection contre la taxation américaine, les avantages sociaux, la santé-sécurité et la qualité de vie des chauffeurs et des propriétaires-opérateurs.

La pétition a été parrainée et déposée au Parlement par la députée NPD Ruth Ellen Brosseau de Maskinongé-Berthierville. En conférence de presse, la députée a dit que le secteur du camionnage « est crucial pour nos régions, pour notre économie et surtout, pour les milliers de personnes qui ont un travail relié de près ou de loin avec cette industrie. Les camionneurs vivent des disparités significatives d'une province à l'autre entourant les avantages sociaux, les salaires, la santé sécurité... Ce secteur est vital pour l'économie canadienne. »

Suzan Sidwell, une ancienne camionneuse et l'initiatrice première de la pétition a dit ceci : « La grogne des camionneurs envers les conditions de travail et la disparité des normes se fait sentir depuis plusieurs années, avec cette pétition on envoie un message clair au gouvernement fédéral, il doit prendre le leadership pour s'assurer que le métier de camionneur est justement reconnu. »

Daniel Beaulieu, chauffeur de plus de 30 années d'expérience et animateur de la page Facebook « l'Heure juste du camionneur (LHJDC) » a clôturé la conférence de presse : « Depuis près de 40 ans, des lacunes se sont installées sournoisement concernant les conditions de travail des camionneurs, suite aux dérèglementations. Je constate qu'en 2017, une solitude s'est installée à l'intérieur de chaque camionneur se sentant seul et pas entendu », a-t-il dit. « Le 19 novembre dernier [*le grand rassemblement des camionneurs devant l'Assemblée nationale - Note de FO*] ce n'est pas l'industrie qui s'est levée, mais ceux qui font en sortent qu'elle avance malgré tout. Le 19 novembre, nous avons prouvé au reste du Canada, qu'il était temps pour nous de s'unir, de faire front commun et d'aller de l'avant....Aujourd'hui le dépôt de la pétition pour la reconnaissance du métier est la suite des choses », a-t-il ajouté.



Aucun représentant du ministère des Transports ou du gouvernement libéral n'a daigné être présent pour cet événement malgré l'importance des problèmes soulevés par les camionneurs.



Nouvelle offre pour la propriété et le contrôle d'Algoma Steel

Les échecs montrent la nécessité d'une nouvelle direction de l'économie

- K.C. Adams -



Un groupe qui s'est donné le nom de « certains créanciers garantis d'Essar Steel Algoma » vient de lancer un site web afin de promouvoir son offre visant à gagner la propriété et le contrôle d'Algoma Steel à Sault Ste. Marie en Ontario. Le groupe ne dit pas qui ces « certains créanciers garantis » peuvent bien être. Les deux principaux créanciers d'Essar Steel qui affirment être garantis sont les Fonds de contrôle de richesse sociale (FCRS) basés aux États-Unis Golden Tree et Bain Capital. Ces deux FCRS et la Deutsche Bank dont le quartier général est en Allemagne et qui est le principal débiteur exploitant des procédures de protection de la faillite en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) semblent avoir pris le contrôle de cette procédure particulière. Ils sont cependant contestés par un autre FCRS/oligopole basé aux États-Unis qui a pris

le nom au Canada de Maga Steel Corporation.[1]

Le site web de ces « certains créanciers garantis » d'Essar Steel Algoma parle « du besoin de changement à Algoma » et met de l'avant un « plan de restructuration ». Les travailleurs peuvent tout de suite voir que ce plan comporte un problème : il isole Algoma Steel du secteur canadien de l'acier et de l'économie plus large et concentre ses feux à l'interne sur la main-d'oeuvre active et retraitée d'Algoma et demande des concessions.

Le plan présente Algoma Steel de façon isolée par rapport aux autres composantes du secteur de l'acier et à la place et au rôle qu'il a dans l'économie interdépendante de Sault Ste. Marie et dans l'économie canadienne. En présentant les problèmes qui prévalent à Algoma Steel en vase clos par rapport à l'économie socialisée dans son ensemble et en demandant des concessions de la part de la force de travail, le plan ignore les problèmes sous-jacents du secteur et de l'économie, lesquels doivent changer si on veut qu'un plan spécifique ait des chances de succès.



C'est maintenant la quatrième fois qu'Algoma Steel se place sous la protection de la LACC tandis que le fabricant d'acier Stelco dans le sud de l'Ontario en est à sa deuxième protection de la faillite. Ces échecs montrent qu'il faut fournir une nouvelle direction à l'économie dans laquelle les Canadiens peuvent contrôler leurs affaires économiques et résoudre les problèmes tels qu'ils se posent plutôt que de prétendre que la partie n'est pas liée au tout et que les concessions des travailleurs vont régler les choses.

Pour que les différentes parties du secteur de l'acier puissent régler leurs problèmes spécifiques, il faut en premier lieu apporter des changements à l'économie dans son ensemble et procéder à une planification scientifique de la production canadienne d'acier dans toutes les régions de sorte à satisfaire la demande apparente d'acier dans une économie canadienne indépendante sans ingérence provenant de l'extérieur de l'économie. Ces changements

doivent comprendre des mesures qui font en sorte que le prix de marché de l'acier reflète le prix de sa production ici-même au Canada et n'est pas dicté par les oligarques américains ou quelque oligarque du système impérialiste d'États dirigé par les États-Unis.

Le site web des « certains créanciers garantis » fait allusion aux problèmes du secteur de l'acier mais, au lieu de proposer une nouvelle direction, réduit la question à celle de voler la réclamation que fait la classe ouvrière à la valeur qu'elle produit et de soutirer cette richesse sociale à l'économie locale et canadienne pour le bénéfice de « certains créanciers garantis » des États-Unis. Le web site mentionne la volatilité du prix de l'acier mais en profite, plutôt que de présenter des solutions, pour attaquer les réclamations des métallos et des retraités et ses concurrents parmi les fabricants au sein du système impérialiste mondial d'États.

Le groupe écrit : « Comme nous avons pu le voir ces 18 derniers mois, le prix de l'acier est très volatile (le prix des bandes à chaud s'est situé entre 354 \$US et 653 \$US la tonne). On ne peut pas assumer cependant que le prix élevé actuel de l'acier va demeurer ce qu'il est à long terme. »

Au lieu de proposer des façons de contrôler la volatilité des prix de l'acier et des intrants de matières premières au sein d'une économie canadienne sous contrôle souverain, le site web détourne sa colère

sur les travailleurs actifs et à la retraite. « Le régime de retraite à prestations déterminées en vigueur présentement à Algoma n'est pas viable. Les coûts de main-d'oeuvre actuels d'Algoma sont sensiblement plus élevés que ceux de ses concurrents. »

Abaisser les réclamations des travailleurs, des retraités et de la société à la valeur-acier que les travailleurs produisent et détourner cette valeur vers « certains créanciers garantis » ne va rien résoudre. Cela ne résout pas les problèmes fondamentaux du secteur de l'acier et de l'économie. Au lieu de s'attaquer au problème d'élaborer une nouvelle direction stable et sûre pour le secteur de l'acier et l'économie du Canada à l'abri des crises récurrentes, le site web utilise les problèmes du secteur de l'acier comme un prétexte pour attaquer ceux qui produisent la valeur-acier et demander qu'on abaisse leur niveau de vie pendant leurs années actives et à la retraite.

Afin d'accroître leur réclamation à la valeur que les travailleurs canadiens produisent, ces « certains créanciers garantis » des États-Unis veulent qu'on les soulage de la restauration environnementale et d'autres règlements et que l'État réduise la réclamation qu'il fait à la valeur acier. Le fait de déplacer la réclamation à la valeur que produisent les travailleurs, des travailleurs et de l'État vers les propriétaires des FCRS ne va pas résoudre les problèmes du secteur de l'acier. En fait, le refus de fournir une nouvelle direction est la raison principale pour laquelle Algoma Steel et Stelco sont dans un état de crise permanent.

On lit sur le site web : « Nous devons créer un nouvel Algoma qui est viable et profitable à long-terme et capable de résister à la nature cyclique du marché mondial de l'acier. » Ces gens là ne réalisent pas à quel point ils sont idiots et irrationnels quand ils utilisent les mots « viable » et « cyclique » dans la même phrase. Ils refusent de reconnaître que le « marché mondial de l'acier » est lui-même une grande partie du problème.

Le site web poursuit : « La communauté de Sault Ste. Marie, les employés d'Algoma et l'industrie de l'acier sont bien au fait des trois restructurations précédentes d'Algoma, dont une a été faite alors que les employés sont devenus propriétaires. Aucune de ces restructurations n'a produit une entreprise viable. Remettre la solution à plus tard n'a rien accompli dans le passé et n'est pas une solution viable maintenant non plus. »



Une description partielle d'une situation sans une analyse de la source est très incomplète et intéressée. Le refus d'analyser mène à une attaque antiouvrière du type « cesser de remettre la solution à plus tard » contre les travailleurs d'Algoma qui ont fermement défendu leur droit à des pensions à prestations déterminées et à des salaires au standard canadien et qui affirment que les concessions ne sont pas des solutions.

Le site web n'analyse pas ou ne discute pas de la cause fondamentale du problème de l'économie, qui provient du manque de contrôle des Canadiens sur le secteur de l'acier et de la contradiction d'ensemble entre un processus de production entièrement socialisé au sein d'une économie interdépendante et le contrôle privé des composantes de cette économie socialisée qui se font concurrence entre elles. Le contrôle sur le secteur de l'acier et l'économie est exercé par des FCRS/oligopoles privés situés principalement situés aux États-Unis. Ceux-ci rivalisent pour défendre et augmenter leur richesse sociale privée et leurs empires sans considération pour le développement de l'ensemble et les liens nécessaires entre ses parties, ce qui conduit à des crises récurrentes de plus en plus sérieuses.

Ces « certains créanciers garantis » n'ont aucun intérêt à l'existence d'un secteur commercial durable de l'acier au Canada. Ils s'intéressent à l'édification de leurs empires privés et à conserver leur contrôle sur les parties de l'économie socialisée qu'ils possèdent en contradiction avec la classe

ouvrière et en concurrence avec les parties de l'économie qu'ils ne contrôlent pas. Ils ne sont pas intéressés à ce que les forces de production socialisées soient sous le contrôle des producteurs réels dans un esprit de coopération entre toutes les parties de l'économie sur un territoire défini appelé Canada. Ils refusent le défi de notre époque de créer une harmonie entre les différentes parties socialisées de l'économie canadienne pour assurer la stabilité et la sécurité, en dehors de la domination du système impérialiste d'États rongé par la crise et fauteur de guerre dirigé par les États-Unis. Les oligarques exigent pour leur édification d'empire que soient perpétués la direction actuelle de l'économie et le contrôle des oligarques sur les États canadien et américain, une direction et un contrôle qui sont tous deux marqués par la crise. Le Canada a besoin d'une nouvelle direction !

Les oligarques ont besoin des métallos pour produire la valeur qu'ils convoitent, des matières premières, des forces de production socialisées et d'un marché pour ce qui est produit. Cela place « certains créanciers garantis » et les autres oligarques dans une relation sociale avec la classe ouvrière dont ils ont besoin pour étendre leur richesse sociale au sein d'une économie interdépendante moderne et complexe. Les oligarques exercent un contrôle sur certaines parties de l'économie, qui, dans ce cas-ci, incluent Algoma Steel. Ils utilisent ce pouvoir et le pouvoir de l'État qu'ils contrôlent pour exercer une dictature au sein de la relation sociale avec les métallos et les employés salariés.

En ce moment, dans les conditions de l'offensive antisociale brutale qu'ils mènent depuis des décennies, les oligarques ne sont pas intéressés à établir un équilibre avec la classe ouvrière au sein de la relation sociale. Le déséquilibre au sein de la relation sociale contribue aux crises récurrentes de l'économie socialisée sous leur contrôle privé. Dans ce climat de chaos et avec la pression des crises et de la guerre, les oligarques ont de plus en plus recours aux pouvoirs de police de l'État, comme c'est le cas avec la LACC, pour avoir le dessus. En utilisant leur vaste richesse sociale et les pouvoirs de police de l'État, ils s'efforcent de dicter leur volonté au sein de la relation sociale avec la classe ouvrière et de bafouer les droits des travailleurs. Cette activité rétrograde des oligarques empire la situation à la fois pour l'économie et les travailleurs.

Les concessions ne sont pas des solutions ! Non, c'est Non !

Les véritables producteurs de la valeur-acier, les métallos et les employés salariés, doivent réclamer une partie de la valeur qu'ils produisent pour leur propre reproduction et leur survie jusqu'à leur décès. D'autres réclamations à la valeur de l'acier sont nécessaires pour satisfaire les intérêts généraux de la société. Quelle devrait être l'étendue de ces réclamations ? Qui décide de la taille des réclamations ? Les « certains créanciers garantis » veulent dicter ce que la classe ouvrière revendique afin de satisfaire leur propre usage privé étroit pour leur édification d'empire, pas seulement chez Algoma Steel à Sault Ste. Marie, mais dans leur vaste empire mondial tout entier. À cette fin, leur site web affirme que les propriétaires et les investisseurs dans la production de l'acier souffrent de la pression à la baisse sur leur taux de profit et leur taux de rendement et ont besoin d'être soulagés au moyen d'une réclamation plus élevée à la valeur produite par les travailleurs. Sinon, ils n'investiront pas et peuvent même démembrer l'installation et la vendre séparément.



Ils écrivent : « Algoma doit devenir un fabricant plus efficace ayant une structure de coûts plus souple. L'expansion massive de la capacité sidérurgique dans des pays comme la Chine et le Brésil (avec de faibles coûts de main-d'oeuvre et des normes environnementales laxistes) a rendu Algoma non concurrentiel. En Amérique du Nord, on a été témoin d'une augmentation significative de la production par les mini-laminoirs qui ont des coûts moindres en raison de structures de coûts plus souples, d'installations plus modernes de fabrication de l'acier et d'emplacements plus

proches de leurs clients.

« La structure de coûts d'Algoma est nettement plus élevée que celle de ses concurrents nord-américains parce qu'Algoma demeure l'une des dernières entreprises à usine unique en Amérique du Nord et est en concurrence avec des entreprises plus importantes possédant de multiples usines. La situation actuelle du régime de retraite à prestations déterminées d'Algoma n'est pas viable. Les coûts de main-d'oeuvre sont nettement plus élevés que ceux de ses concurrents. »

On se demande bien pourquoi ils se donneraient la peine de faire une offre ayant une vision aussi négative d'Algoma Steel et du secteur de l'acier en général. Ils s'en donnent la peine parce qu'ils veulent s'en prendre aux salaires, aux avantages sociaux et aux régimes de retraite des travailleurs. Leur site web qualifie les salaires et les régimes de retraite de « coût de production », un coût pour les investisseurs doit-on comprendre. Pourtant, c'est la classe ouvrière qui produit la valeur à laquelle elle fait une réclamation sous forme de salaires et de régimes de retraite. Prétendre que les réclamations de la classe ouvrière sont un coût pour les producteurs c'est parler de la façon la plus intéressée. Un point de vue aussi rétrograde envers les producteurs véritables de la valeur ne peut pas mener à trouver des solutions aux problèmes économiques dans une société moderne.

La classe ouvrière produit toute la valeur au sein d'une économie socialisée. La division de cette valeur parmi les réclamants doit être faite dans le calme et par des arrangements acceptables aux travailleurs au sein de la relation sociale et non par un diktat des investisseurs et des accusations ridicules contre les travailleurs comme quoi leurs réclamations sont un coût de production. Dans le contexte de la relation sociale actuelle, la valeur produite doit être distribuée aux réclamants dans un esprit d'équilibre et non de diktat.

Ces « certains créanciers garantis » proposent de rendre le Canada encore plus captif du système impérialiste d'États et incapable de mener ses propres affaires. Ils proposent d'abaisser le niveau de vie des travailleurs canadiens et d'imposer l'austérité à la société en général afin que les oligarques puissent se remplir les poches et bâtir leurs empires privés, concurrencer leurs rivaux mondiaux et mener des guerres prédatrices. Afin d'atteindre leur objectif de bâtisseurs d'empire, ils cherchent à détruire toute notion d'une économie canadienne indépendante et d'édification nationale et à éliminer la notion même d'un niveau de vie canadien et d'une société qui s'occupe de ses membres.

Ils menacent les Canadiens en disant qu'ils feront des investissements dans l'usine seulement « si Algoma a une structure de coûts concurrentielle ». Cette structure de coûts est dictée par eux selon leurs propres termes en fonction de leur objectif de profit privé et de leur vision du monde de bâtisseurs d'empire en contradiction avec la classe ouvrière canadienne et en concurrence avec les autres oligarques au sein du système impérialiste d'États. Leur but et leur vision du monde impérialistes sont incompatibles avec le but et la vision du monde des Canadiens qui aspirent à une économie indépendante et à une nation qu'ils contrôlent et dirigent afin de servir le bien-être des producteurs véritables et les intérêts généraux de la société canadienne. Une économie et un état indépendants qui servent les intérêts de leur propre peuple peuvent et doivent organiser des normes, des attentes, des réglementations et des lois qui déterminent la part des réclamations de chaque réclamant à la valeur que les travailleurs produisent. Un tel Canada ne peut permettre un diktat de la part d'investisseurs étrangers ou autres



sur l'ampleur et la répartition des réclamations. Cela n'engendre que le désastre, le déséquilibre et les crises récurrentes.

Le site web de ces « certains créanciers garantis » d'Algoma ne parle pas d'équilibre au sein de la relation sociale avec ces Canadiens qui produisent la valeur-acier. Ils font le contraire et de ce fait causent un sérieux problème. Le site web revendique un déséquilibre et la négation du droit des producteurs véritables de décider de leurs réclamations et du droit des Canadiens de décider et de contrôler la direction de leur économie et de décider de la quantité de valeur que requiert la société pour soutenir son intérêt général.

Les « certains créanciers garantis » veulent se servir des travailleurs canadiens pour que ceux-ci produisent la valeur pour eux et utiliser les ressources et le territoire du Canada pour bâtir leur empire. Pour eux il n'est pas question que les Canadiens s'ingèrent dans l'édification de leur empire bien qu'on parle ici du Canada, un pays qui ne leur appartient pas. Ils ne veulent pas que les Canadiens affirment leurs droits et contrôlent leur vie, leur économie et leur société, un contrôle qui commence par le contrôle de leur économie sur un territoire défini sous un gouvernement des lois. L'opposition des oligarques au droit des Canadiens à leur propre économie et à leur propre société sous leur contrôle est un sérieux problème que les Canadiens doivent résoudre.

Qui contrôle l'économie et dans quel but ? Les bâtisseurs d'empire veulent le contrôle complet sans aucun équilibre avec les Canadiens. Ils refusent de permettre que les Canadiens aient le moindre contrôle sur leur économie et sur leurs vies. Les métallos canadiens et leurs alliés font face à ce problème dans le secteur de l'acier et sont déterminés à y trouver une solution qui leur est favorable, à eux de même qu'à l'économie canadienne et à la société et qui ouvre la voie à une nouvelle direction prosociale. La détermination des métallos actifs et à la retraite d'Algoma Steel et de Stelco à défendre ce qui leur appartient de droit contre les assauts des oligarques est un pas dans cette direction. Sur leurs bannières est écrit :

***Ne touchez pas à nos régimes de retraite, nos salaires et nos avantages sociaux !
Non, c'est non ! Stelco et Algoma doivent continuer de produire de l'acier !***

Note

1. Un Fonds de contrôle de la richesse sociale (FCRS) agit comme un oligopole. La richesse sociale qu'il contrôle se répand comme des tentacules partout dans les économies socialisées du système impérialiste d'États. Les FCRS/oligopoles contrôlent des pans entiers de secteurs du haut en bas, et contrôlent les façons dont leurs compagnies associées interagissent dans un secteur et ailleurs dans d'autres secteurs dans tout le système impérialiste d'États. Ils exercent aussi leur contrôle direct sur l'État et ses institutions, tels que les pouvoirs de police du LACC au Canada et du Chapitre 11 aux États-Unis.

L'ampleur incroyable de leurs actifs en richesse sociale et de leur contrôle étatique permet aux FCRS/oligopoles de manipuler les économies à leur avantage particulier afin de générer de grands coups d'argent et même de provoquer des crises lorsque cela sert leurs intérêts étroits. Entre autres actions, ils volent les régimes de retraite des travailleurs et leurs épargnes et étendent leurs empires en saisissant des matières premières, des régions et des compagnies par le recours à la faillite, ils inventent des stratagèmes pour faire de gros coups d'argent, s'engagent dans des guerres prédatrices et des changements de régime et provoquent des crises qui sont ou bien planifiées et exécutées avec une précision militaire ou qui éclatent sans avertissement.

Le FCRS/oligopole Bedrock dont le siège est aux États-Unis tente de prendre le contrôle de Stelco et de voler les pensions et les avantages sociaux et les épargnes des retraités tout en niant sa responsabilité pour la restauration environnementale. Il semble y avoir collusion sinon coopération pure et simple entre ceux qui contrôlent Bedrock, US Steel ainsi que sa filiale canadienne connue sous le nom de Stelco, la Cour supérieure de l'Ontario et les pouvoirs de police du LACC, et le

gouvernement fédéral et ontarien.

Un autre FCSR/oligopole dont le quartier général est aux États-Unis et dont le directeur est Thomas M. Clarke de la Virginie de l'Ouest a annoncé une offre rivale pour devenir propriétaire et prendre le contrôle d'Essar Steel Algoma alors que celui-ci est sous la protection de la LACC, en opposition aux offres de Golden Tree, Bain Capital et de la Deutsche Bank. Le FCSR/oligopole de Clarke porte de nombreux noms dont Maga Steel Corporation, Kissito Healthcare International, Southern Coal Corp., et ERP Compliant Fuels. Le FCSR/oligopole de Clarke a récemment fait l'achat d'Oak Grove Mine en Alabama et de Pinnacle Mine en Virginie de l'Ouest du notoire Cliff's Natural Resources, et a pris possession de Maple Mine en Virginie de l'Ouest et d'une usine de coke en Alabama alors que ceux-ci étaient placés sous la protection du Chapitre 11 de la faillite. Ses nombreuses possessions comprennent trois mines en Colombie-Britannique qui produisent du charbon métallurgique qui sert à la production de l'acier, ainsi qu'une forêt de 13 500 acres au Belize. Ils contrôlent aussi une surface qui longe la plaine inondable du fleuve du Mississippi qui sert aux « crédits de carbone » et qui permet aux compagnies de charbon de produire sans se soucier des problèmes ou des sanctions légales ou autres liés à l'environnement. Le FCSR/oligopole de Clarke dirige aussi le Fonds du patrimoine de la conservation de la Virginie qui contrôle plus de 30 000 acres de terres dans cet état, et qui en même temps est un important producteur de charbon dans la région qui tire avantage du laxisme des réglementations environnementales dans le secteur du charbon, gracieuseté du président Trump.

(On peut accéder au site web de « certains créanciers garantis » à www.algomasecuredcreditors.ca)



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca